MEDIAPART

GÉOPOLITIQUE | ÉCONOMIE | MONDE

Pour pécher toujours plus, la Chine investit les eaux territoriales

La pêche en haute mer a plus de 2 000 ans, et se trouve désormais vers les eaux territoriales du monde entier, où près de 250 navires sous contrôle chinois battent régulièrement leur pavillon. Ghana et en Argentine. Une enquête de notre partenaire The Outline Ocean Project.

Liu China, Nina Mackay et Mika Schuurman
The Outline Ocean Project

Lire ensuite | Offrir l'article | Plus tard

Ce qu'on appelle la lutte pour la suprématie du Sud-Est Pacifique, c'est la lutte pour la suprématie en mer. Et les eaux environnantes du Pacifique sont parmi les plus contestées du monde. Les tensions entre Pékin et Washington, et entre Taiwan et les nations du Pacifique, se sont intensifiées ces dernières années, et les navires de pêche chinois, omniprésents, ont été au centre de ces tensions. Ces derniers mois, le Pérou, le Chili et le Costa Rica ont accusé des navires de pêche chinois de violer leurs eaux territoriales, et de pratiquer la pêche illégale, notamment à proximité des îlots et des récifs inhabités. Le Pérou a déployé des navires de guerre et des hélicoptères pour chasser les navires chinois, et a saisi plusieurs d'entre eux. Le Costa Rica a saisi deux navires de pêche chinois, et a accusé la Chine de violer ses eaux territoriales. Le Chili a saisi plusieurs navires chinois, et a accusé la Chine de violer ses eaux territoriales.

Les navires de pêche chinois sont omniprésents dans le monde entier, et leur nombre ne cesse de croître. Ils ne se contentent plus de pêcher dans les eaux de leur pays, mais opèrent désormais dans les eaux territoriales de pays, et dans les eaux internationales, de plus en plus éloignés de leurs côtes

Les méthodes expansionnistes de la Chine ne sont pas non plus uniques dans l'histoire. Les États-Unis ont un long et tristement célèbre passé d'interventions à l'étranger lorsque des dirigeants commencent à ériger des lois hautement protectionnistes. Au cours des dernières décennies, la tactique du *flagging in* a été utilisée par les entreprises de pêche américaines et islandaises.

En 2021, l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée, un groupe de recherche à but non lucratif, a classé la Chine comme le plus grand pourvoyeur mondial de pêche illégale. Mais même les coupables les plus fréquents peuvent être des boucs émissaires faciles. Lorsqu'elle est critiquée dans les médias, la Chine réplique généralement, non sans raison, en rejetant ses critiques comme motivées politiquement et en accusant ses détracteurs d'hypocrisie.

La taille de la Chine, son omniprésence et ses mauvais résultats en matière de travail et de conservation marine suscitent des inquiétudes. Au Ghana, par exemple, les chalutiers industriels, dont la plupart appartiennent à la Chine, capturent plus de 100 000 tonnes de poissons chaque année, selon l'Environmental Justice Foundation en 2017, et les stocks de pêche du pays sont désormais en crise, les revenus des pêcheurs locaux ayant chuté de 40 % au cours des deux dernières décennies.

« *Les propriétaires et les opérateurs de navires de pêche exploitent les pavillons africains pour échapper à une surveillance efficace et pour pêcher de manière non durable et illégale dans les eaux souveraines africaines* », a écrit TMT, l'organisation à but non lucratif qui traque la criminalité maritime, ajoutant que les entreprises créent « *une situation dans laquelle elles peuvent exploiter les ressources d'un État sans restrictions significatives ni surveillance* ». Dans le Pacifique, une inspection menée en 2024 par la police locale et les gardes-côtes américains a révélé que six navires sous pavillon chinois pêchant dans les eaux du Vanuatu avaient enfreint la réglementation qui oblige à enregistrer la quantité de poisson capturée.

En Amérique du Sud, la présence étrangère croissante dans les eaux territoriales attise l'inquiétude dans des pays comme le Pérou et l'Argentine. « *La Chine devient le seul acteur, en supplantant les entreprises locales ou en les rachetant* », estime Alfonso Miranda Eyzaguirre, ancien ministre de la production du Pérou. Pablo Isasa, capitaine d'un chalutier à merlu argentin, a ajouté : « *Nous avons l'ennemi à l'intérieur comme à l'extérieur.* »

Ian Urbina, **Pete McKenzie** et **Milko Schvartzman**

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, la marche à suivre est explicitée dans cette page.

Boîte noire

Cette enquête a été réalisée par The Outlaw Ocean Project avec des reportages rédigés par Maya Martin, Jake Conley, Joe Galvin, Susan Ryan, Austin Brush et Teresa Tomassoni. Bellingcat a également contribué à cette enquête.

Offrir l'article 47 commentaires Recommandé

Newsletter

Recevez la lettre américaine
Chaque mois, retrouvez notre lettre consacrée à l'année électorale états-unienne, qui s'achèvera par le scrutin du 5 novembre. Cette newsletter est **gratuite** et contient des **contenus exclusifs**.

Je m'inscris

Newsletters
Recevez chaque jour les titres à la Une

Inscrivez-vous